

TRAVAIL INTEGRATION



Berne, le 22 septembre 2009

Communiqué de presse du secrétariat des associations régionales OSEO SAH SOS

Un 3^{ème} plan de relance totalement saccagé par la droite dure du Parlement, et ceci au détriment des chômeuses et chômeur de notre pays : L'OSEO réagit et propose

Les faits

La crise économique touche pour l'instant la Suisse de façon progressive. Cependant le chômage a déjà augmenté (taux de 3.8% soit au total plus de 200'000 demandeurs d'emploi). Pour l'année prochaine, le SECO prévoit un taux moyen d'environ 5.2% de chômage. Ce taux signifie que notre pays verra près de 300'000 personnes être à la recherche d'un emploi en 2010. Ces personnes auront toutes une baisse du pouvoir d'achat de 20 à 30% minimum. Le 3^{ème} plan de relance voulait venir en aide en particulier à ces personnes et aux jeunes demandeurs d'emploi.

Cette crise, et tout le monde s'accorde à le dire, est une crise exogène. Elle n'est pas la conséquence de difficultés de notre économie nationale. Le marché de l'immobilier est sain, le tourisme se maintient relativement bien jusqu'à ce jour et la demande intérieure également. Si les causes de la crise ne sont pas internes, les conséquences sur le marché du travail sont internes. Un des buts du 3^{ème} plan de relance était justement de soutenir ces personnes touchées par la crise.

Une majorité avait été trouvée l'année passée pour sauver l'UBS et, en quelques heures, des milliards avaient été trouvés pour soutenir le secteur bancaire. De même, le Parlement avait, il y a quelques mois, trouvé des ressources pour réaliser le premier et le deuxième plan de relance (au total plus de 2,3 milliards de francs).

Les groupes PRD et UDC ont estimés que le 3^{ème} plan de relance, essentiellement en faveur des jeunes, des chômeurs de longue durée et du secteur associatif (ONG) ne devait pas voir le jour. Ce deux groupes ont torpillé le projet tant durant les débats du Conseil des Etats que durant ceux du Conseil national. Au final le projet est totalement dénaturé et n'apportera quasiment rien aux jeunes au chômage et aux personnes recherchant un travail depuis plus d'une année. Cela est socialement irresponsable et économiquement erroné.

Les constats de l'OSEO

Les associations OSEO sont, depuis plus de 30 ans, en première ligne dans la lutte contre l'exclusion et dans la formation de personnes en difficulté. Plus de 480 collaboratrices et collaborateurs travaillent quotidiennement pour favoriser l'autonomie des migrants et demandeurs d'emploi : cela va de formations à des mesures de stages ou à des semestres de motivation. Des bourses à l'emploi pour personnes à l'aide sociale permettent également de générer des petits salaires à des personnes qui ne dépendraient, sans cela, uniquement de l'aide sociale.

Nous étions, et sommes toujours, persuadés que le 3^{ème} plan de relance est un nouvel outil indispensable pour lutter contre les conséquences humaines et économiques de la crise, cependant nous prenons acte de son refus par le Parlement.

De plus, le secteur associatif (ONG) aurait également bénéficié de cet appui : ce secteur est également touché par la crise, entre autre par une chute des dons, partie importante des recettes de nombreuses associations qui, sans cet apport, affrontent de grosses difficultés.

Enfin, une nouvelle arrivant rarement seule, le Département fédéral de l'Economie a décidé l'an passé de plafonner le montant maximal subventionnable pour les Mesures de marché du travail selon un barème dégressif inversement proportionnel au taux de chômage. En clair, et depuis janvier de cette année, plus le taux de chômage est élevé dans un canton, moins il reçoit par cas de chômage pour des mesures d'insertion ou de formation. Au moment où un effort conséquent doit être entrepris pour lutter contre les effets de la crise, cette mesure tombe particulièrement mal.

Les propositions de l'OSEO

Les associations OSEO ne peuvent, et ne veulent, rester passives face à la catastrophe humaine et économique programmée. C'est la raison pour laquelle nous faisons les 5 propositions suivantes :

1. **Davantage de mesures pour les chômeurs en 2010** : Le SECO doit absolument prévoir un plus important volume de MMT que ce qui est prévu pour 2010. Le Parlement a décidé, par son refus du 3^{ème} paquet, que la crise doit se résoudre grâce aux outils existants déjà. Nous en prenons acte, et demandons que des moyens en suffisance soient débloqués pour assumer les coûts engendrés. Dans ce sens, l'OSEO écrira à l'Association suisse des offices du travail (AOST) pour demander une intensification des MMT dans les cantons. De même un courrier sera également envoyé au SECO pour faire part de notre position.
2. **Suspendre le plafonnement des coûts des mesures d'insertion** : L'OSEO demande au DFE de suspendre la Directive prévoyant le plafonnement du financement des MMT instaurée en janvier 2009. Ceci permettra un travail plus efficace grâce à de moyens appropriés et une amélioration de la prise en charge des demandeuses et demandeurs d'emploi de notre pays.
3. **Différer l'adoption de la nouvelle LACI** : Nous demandons également au Parlement de différer la révision de la Loi sur le chômage et l'insolvabilité (LACI). Cette loi devait être traitée à cette session d'automne et devrait finalement être examinée en session d'hiver. Si nous sommes bien conscients des difficultés financières de cette assurance, nous estimons qu'un démantèlement de la LACI est totalement injuste socialement et économiquement. De plus le moment est particulièrement mal choisi, en cette période durant laquelle il faut impérativement investir dans une optique de politique anticyclique.
4. **Partis politiques : Quelles sont vos solutions ?** Nous demandons aux partis politiques, et en particulier à ceux qui ont refusé ce 3^{ème} plan de relance de nous dire ce qu'ils prévoient pour lutter contre les conséquences de cette crise sur l'emploi. Nous les invitons donc à nous faire part de leurs propositions et plans afin d'améliorer la situation sur le marché du travail et afin de soutenir les personnes touchées par les licenciements cette année et surtout en 2010.
5. **Projet pilote d'Echange de place** : Enfin nous allons déposer un projet pilote d'échange de poste auprès de la Commission fédérale de surveillance de l'assurance-chômage. L'idée a été présentée par l'OSEO lors de la journée de l'emploi du 24 août organisée par Madame la Conseillère fédérale Doris Leuthard. Il s'agit d'organiser, sur une base volontaire des échanges de place entre un demandeur d'emploi et une personne qui occupe une place. La personne en emploi peut bénéficier d'un congé « sabbatique » d'une année avec garantie de réembauche, mais elle est indemnisée par l'assurance chômage (soit 70 ou 80% de son salaire assuré). L'entreprise elle engage à un salaire « normal » un chômeur qui dispose du profil du poste et des qualifications requises. Elle reçoit également un montant de la LACI pour compenser le temps nécessaire à la mise au courant et la perte de productivité engendrée. Le système bénéficie au demandeur d'emploi qui pourra profiter d'une expérience de travail réelle et améliorer son bagage technique et également montrer ce qu'il sait faire et développer son réseau. L'entreprise pourra bénéficier d'un regard neuf sur ses processus, disposer d'une expérience nouvelle par ce collaborateur. Enfin le salarié « en congé » pourra se

perfectionner dans son domaine professionnel, développer de nouvelles compétences par des cours, des voyages ou passer plus de temps avec sa famille par exemple. Il a la garantie d'un retour en emploi et il amènera dans l'entreprise un plus certain suite à cette expérience. Les pays scandinaves qui connaissent cette mesure sont très satisfaits et ils ont vu que le taux de retour en emploi des chômeurs en entreprise est plus élevé que l'échantillon témoin ne disposant pas de cette mesure. Une mesure certes isolée mais qui est prometteuse et que l'OSEO souhaiterait voir introduite en Suisse à titre de projet pilote.

Les associations régionales de l'OSEO en 2009 c'est :

10 associations dans 14 cantons

480 collaboratrices et collaborateurs

7'200 personnes qui suivent nos cours et différents programmes

48 millions de francs de chiffre d'affaire pour organiser une quarantaine de programmes différents

L'OSEO favorise le débat sur l'insertion en Suisse : En effet, en juin de cette année, l'OSEO Valais organisait un colloque national sur les effets de la 5^{ème} révision AI. Ce fut l'occasion de débattre sur les premières expériences suite à l'introduction de cette révision. Si la discussion est encore prématurée, les 120 personnes présentes ont eu l'occasion de se rendre compte des réussites et échecs (provisoires) de cette réforme. Il faudra refaire le point en 2010 ou 2011.

De même, le 10 septembre dernier, l'OSEO Berne rassemblait plus de 130 professionnels afin de débattre du deuxième marché du travail et des perspectives qu'il offre pour les chômeurs de longue durée. Un constat clair : il faut absolument multiplier les expériences et le fédéralisme nous aide bien en cela. Il faut également bien veiller à ne pas transformer l'aide sociale en fabrique de main d'œuvre bon marché. L'autre constat est qu'un deuxième marché du travail pour des personnes (momentanément) hors des entreprises habituelles est une réalité et il faut que les pouvoirs publics en prennent conscience et donnent des moyens et des bases légales à cette nouvelle forme de prise en charge.

Contacts :
Yves Ecoeur

Secrétaire national des associations régionales SAH OSEO SOS
Monbijoustrasse 32
PF 8161
3001 Berne
sahoseosos@sah-be.ch

Tel. 031 380 64 74
Mobile 078 791 96 10

TRAVAIL INTEGRATION



Schweizerisches Arbeiterhilfswerk **SAH**
SAH OSEO SOS
Œuvre suisse d'entraide ouvrière **OSEO**
Soccorso operaio svizzero **SOS**

Nationales Sekretariat der regionalen SAH Vereine
Secrétariat national des associations régionales OSEO
Segreteria nazionale delle associazioni regionali SOS